

ACTION URGENTE

ARGENTINE. DEUX MINEURS ATTAQUÉS PAR DES HOMMES ARMÉS

Le 8 novembre, le fils et le petit-fils de Félix Díaz, le dirigeant de la communauté indigène toba qom de La Primavera, en Argentine, ont été attaqués par des hommes armés travaillant pour un propriétaire terrien qui conteste les revendications de cette communauté concernant le terrain où elle est installée.

Le 8 novembre, les deux garçons, âgés de 11 et 17 ans, faisaient du vélo sur un sentier près de la Route nationale 86. Ils étaient près de la propriété d'un homme qui affirme posséder les terres que la communauté indigène toba qom considère comme siennes depuis toujours. Lorsqu'ils sont passés, deux hommes sont sortis de la propriété et leur ont tiré dessus. Les deux garçons les ont identifiés comme étant des agents de sécurité travaillant pour le propriétaire terrien. Ils n'ont pas été touchés mais depuis, ils ont trop peur de chez eux, craignant de nouvelles agressions. Des membres de la communauté se sont d'abord vus empêcher de porter plainte auprès de la police locale car l'agent auquel ils ont parlé aurait un lien avec le propriétaire et ne voulait pas enregistrer la plainte, ce qui a néanmoins été fait par la suite.

Cet incident survient quelques semaines après qu'une des maisons du fils de Félix Díaz a été incendiée, de même que le domicile d'un autre membre de la communauté. On ignore comment le feu s'est déclaré. Ces agressions se sont produites près d'un an après que la police est violemment intervenue pour expulser de force des membres de la communauté indigène toba qom de terrains qu'ils considèrent comme étant leur territoire ancestral et qu'ils occupaient pour protester contre la construction d'une université. Au cours de l'opération, qui a eu lieu en novembre 2010, au moins un membre de la communauté et un policier ont été abattus.

En avril dernier, la Commission interaméricaine des droits de l'homme a exhorté les autorités argentines à mettre en place des mesures nécessaires pour permettre à Félix Díaz et sa famille de « retourner vivre dans la communauté dans des conditions sûres ». En mai, le gouvernement national a conclu un accord avec la communauté indigène toba qom pour garantir la sécurité de cette dernière. Néanmoins, les menaces et le harcèlement dont est victime la famille de Félix Díaz perdurent malgré toutes ces mesures.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en espagnol, en anglais ou dans votre propre langue :

- appelez les autorités à mener une enquête minutieuse et impartiale sur l'agression des deux garçons ;
- exhortez-les à respecter les mesures de précaution émises par la Commission interaméricaine des droits de l'homme pour garantir la sécurité des membres de la communauté indigène toba qom de La Primavera ;
- engagez-les à veiller à ce que les auteurs des homicides commis en novembre 2010 et des menaces proférées à la même époque soient traduits en justice ;
- priez-les de restituer de toute urgence à la communauté de La Primavera et à d'autres peuples indigènes de la province de Formosa et en Argentine les terres qu'ils réclament afin qu'ils puissent vivre sur leurs territoires ancestraux sans craindre d'être attaqués ou expulsés de force ;
- demandez-leur de se conformer pleinement à la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones et à la Convention 169 de l'Organisation internationale du travail, d'intégrer dans la législation nationale les droits des peuples indigènes à leurs terres ancestrales, et d'établir des mécanismes par le biais desquels ces droits peuvent être dûment reconnus et exercés.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 23 DÉCEMBRE 2011 À :

Ministre de l'Intérieur
Aníbal Florencio Randazzo
Ministerio del Interior
25 de Mayo 101/145
C1002ABC - Buenos Aires,
Argentine

Fax : +54 11 4346 1584

Courriel : info@mininterior.gov.ar

Formule d'appel : *Estimado Sr.*

Secretario, / Monsieur le Ministre,

Gouverneur de la province de Formosa
Gildo Insfrán
Belgrano N° 878 - Casa de Gobierno -
Formosa (3600)

Fax : +54 3717 430872

Courriel : gobernador@formosa.gov.ar

Formule d'appel : *Estimado Sr.*

Gobernador, / Monsieur le Gouverneur,

Copies à l'ONG locale :

Centro de Estudios Legales y Sociales
(CELS)
Piedras 547. 1 piso. C1070AAK
Buenos Aires, Argentine

Veillez également envoyer des copies aux représentants diplomatiques de l'Argentine dans votre pays (adresse/s à compléter) :
nom(s), adresse(s), n° de fax, courriel, formule de politesse

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci. Ceci est la première mise à jour de l'AU 245/10.
Pour plus d'informations : <http://www.amnesty.org/fr/library/info/AMR13/006/2010/fr>.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

ARGENTINE. DEUX MINEURS ATTAQUÉS PAR DES HOMMES ARMÉS

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Le dirigeant communautaire indigène Félix Díaz et sa famille ont plusieurs fois été menacés par des membres d'une famille non indigène (*criollo*) qui revendique la propriété du terrain que les membres de la communauté indigène toba qom considèrent comme leur terre ancestrale.

Des membres de cette communauté, dont Félix Díaz, s'opposent également à la construction d'un institut universitaire par les autorités de la province de Formosa sur ces terres. Le 23 novembre 2010, la police a violemment dispersé les membres de la communauté qui bloquaient une route. Un d'entre eux ainsi qu'un policier sont morts au cours de l'affrontement. Les policiers ont aussi incendié des logements temporaires construits par la communauté. En juillet, des images de cette violente opération policière ont été rendues publiques. Jusqu'ici, personne n'a été traduit en justice pour ces agissements.

Des membres de la communauté ont voyagé jusqu'à la capitale pour camper dans le centre de Buenos Aires en signe de protestation. Au bout de plusieurs semaines, ils ont conclu un accord avec le gouvernement national, permettant d'ouvrir le dialogue dans le but de trouver une solution à leurs revendications. Ils ont ensuite quitté le camp et sont retournés dans leur communauté. Néanmoins, à l'heure où nous écrivons, aucune avancée significative n'a été signalée.

Personnes concernées : fils et petit-fils de Félix Díaz (h)

Action complémentaire sur l'AU 245/10, AMR 13/005/2011, 11 novembre 2011

